

## DROIT

**Pour travailler dans le secteur juridique, en cabinet ou en entreprise, la filière droit à l'université est la voie royale. Il existe aussi des filières courtes avec poursuite d'études. Tout dépend du métier visé.**

### Droit

---

Attractive, la filière juridique **attire majoritairement les bacheliers ES, qui constituent près la moitié des nouveaux inscrits**. Cette voie exigeante assure **des débouchés variés**, que ce soit dans les professions judiciaires classiques, comme avocat ou juge, dans celle de juriste (d'entreprise, social, fiscaliste, de la propriété intellectuelle), ou encore dans le secteur de la fonction publique.

Le droit est également une bonne formation intellectuelle pour des étudiants qui souhaitent rebondir vers d'autres filières professionnelles.

#### **Université : passer le cap de la première année**

L'entrée à la fac constitue **une épreuve de taille** : matières nouvelles, terminologie particulière, exercices inédits et amphithéâtres bondés. Le nombre d'abandons en L1 est particulièrement élevé.

**Au programme de la licence** : droit privé, droit public, droit européen, histoire du droit et des institutions, relations internationales, droit fiscal, droit des affaires, droit du travail...

À noter : il existe **une trentaine de cursus permettant d'obtenir un double diplôme** associant le droit et une autre discipline (économie, histoire, langues, philosophie...).

Certaines universités ont également ouvert **des "collèges" de droit qui proposent un parcours renforcé** à suivre parallèlement à la licence et au master. Une poignée de privilégiés, sélectionnés sur leurs résultats scolaires ou universitaires, bénéficient de cours complémentaires qui apportent une réelle valeur ajoutée au cursus classique.

**Dernière étape cruciale : le master**, soit deux années qui déterminent l'insertion professionnelle en apportant une spécialisation.

#### **DUT : pour travailler ou continuer ses études**

**Plus d'une dizaine d'établissements proposent le DUT (diplômes universitaires de technologie) carrières juridiques**, dont certains en apprentissage. La majorité des admis viennent des filières ES et STMG.

Ce DUT met l'accent sur les disciplines juridiques mais aborde aussi **l'économie, la gestion, la comptabilité, la fiscalité et les langues étrangères**. Les étudiants peuvent se spécialiser via les options banque-assurance, juriste d'entreprise, administration publique. Les débouchés sont les services juridiques ou RH (ressources humaines) des entreprises, les cabinets juridiques ou le secteur des banques et assurances.

À noter : **la poursuite d'études après le DUT concerne une importante proportion d'étudiants**. Il existe de nombreuses licences pro ouvertes aux titulaires d'un bac+2 : par exemple, le notariat, les activités juridiques, la gestion des RH...

#### **Avocat : dix-huit mois d'études après un master 1**

Pour devenir avocat, il faut passer **un examen accessible après un master 1 en droit**. Toutefois il s'avère que la majorité des candidats sont titulaires d'un master 2.

Au sein des universités, **les IEJ (instituts d'études judiciaires)** dispensent des préparations à **cet examen d'entrée aux écoles des avocats**. En 2017, l'examen est devenu national et comprend plusieurs épreuves écrites d'admissibilité ainsi que deux oraux d'admission (langue étrangère et "grand oral").

Une fois le candidat admis, la formation se déroule sur dix-huit mois, avec plusieurs stages dans des cabinets d'avocats ou des services juridiques d'entreprise. À la clé : **le CAPA (certificat d'aptitude à la profession d'avocat)**.

## **Magistrature : un master 2 vivement souhaité**

Située à Bordeaux, l'**ENM (École nationale de la magistrature)** forme les magistrats (juges, procureurs...) pendant deux ans et demi. Très sélectif, **le concours externe est accessible après un master 1**, mais la majorité des admis ont un master 2. Au programme : trois épreuves de dissertation (culture générale, droit pénal, droit civil), deux cas pratiques (droit pénal et droit civil) et un questionnaire à réponses courtes (organisation de l'État et de la justice, libertés publiques, droit public). Ensuite, l'admission repose sur une note de synthèse, une épreuve de langue, deux oraux de droit, une mise en situation et un entretien.

Bon à savoir : **l'ENM a ouvert des classes préparatoires au concours gratuites** de dix mois, à Paris, Douai et Bordeaux, pour les étudiants défavorisés (bac+4 en droit).

## **Notariat : plusieurs voies d'accès**

Pour accéder aux métiers du notariat, il existe tout d'abord le **BTS notariat**. **Accessible notamment en alternance**, il forme en deux ans **des assistants collaborateurs de notaires** (tels les secrétaires des études notariales et les assistants formalistes).

Au programme : droit général, droit notarial, techniques notariales, environnement économique et managérial du notariat, culture générale, langue vivante. **Douze semaines de stage sont prévues.**

Le BTS notariat peut être suivi d'**une licence pro métiers du notariat.**

**Pour devenir notaire, deux voies sont possibles** en passant par un master juridique.

**La voie universitaire** en suivant, après un M1 en droit, un M2 en droit notarial, dispensé dans une trentaine d'universités. L'entrée est très sélective. Viennent ensuite deux années de stage dans un office notarial, et en parallèle des modules d'enseignement dans un CFPN (centre de formation professionnelle des notaires) et à l'université pour préparer le **DSN (diplôme supérieur de notariat)**.

**La voie professionnelle.** Après un M2 de droit, les étudiants intègrent un CFPN sur dossier et entretien. La formation comporte des modules d'enseignement et un stage en alternance de trente mois dans un office notarial. Elle se termine par un rapport de stage et est validée par le diplôme de notaire.

## **Immobilier : mi-commercial, mi-juridique**

Pour travailler dans les agences immobilières, les cabinets d'administration de biens, les sociétés propriétaires d'immeubles ou de promotion-construction, les **profils commerciaux assortis de solides connaissances juridiques** sont les plus recherchés.

En deux ans, le **BTS professions immobilières** mêle le droit et les techniques de l'immobilier (transaction, gestion), les techniques de communication, le bâtiment (réglementation et sécurité, construction, technologies du bâtiment).

Après un bac+2 en droit, gestion ou commerce, **près d'une cinquantaine de licences pro** offrent des parcours en gestion et administration de biens, développement de patrimoine immobilier ou commercialisation de biens immobiliers.

Les **masters** permettent aux titulaires d'une licence de droit ou de gestion de se spécialiser en droit immobilier et de la construction, en droit de l'urbanisme, en gestion du patrimoine.

L'**ICH (Institut de la construction et de l'habitat)** dépend du CNAM et prépare à **trois titres enregistrés au RNCP** (Répertoire national des certifications professionnelles) : gestionnaire immobilier, responsable de programme immobilier et évaluateur immobilier.

Des **écoles privées spécialisées dans les métiers de l'immobilier** proposent des cursus de un à trois ans, accessibles du bac à bac+4. Dans leur majorité, ces formations s'adressent aux titulaires d'un bac+2 et durent un an. L'**ESPI (École supérieure des professions immobilières)** recrute des bacheliers, qui, à l'issue d'une formation de trois ans, obtiennent le titre de gestionnaire d'affaires immobilières, enregistré au RNCP.

Publié le 13/11/2012

**Les derniers chiffres sur l'insertion des jeunes diplômés viennent d'être publiés par le ministère de l'Enseignement supérieur mardi. Le droit, qui attire toujours 15% des nouveaux inscrits, a perdu de son aura sur le marché de l'emploi.**

Le droit continue de séduire les jeunes bacheliers. Pourtant, le taux d'échec y est particulièrement élevé. Pas moins de 6 étudiants sur 10 ne parviennent pas à franchir la première année de licence. Une forte sélection qui ne facilite pas pour autant leur insertion professionnelle. Au bout d'un an, les [diplômés](#) de 2011 n'étaient que 66% en emploi, contre 71% pour l'ensemble des jeunes diplômés, selon la dernière étude de [l'Apec](#). Au bout de deux ans et demi, le taux grimpe et ils sont 92%, selon des chiffres dévoilés ce mardi par le ministère de l'Enseignement supérieur.

Les diplômés en droit ne trouvent pas seulement moins d'emplois que la moyenne nationale, mais ils sont aussi moins souvent cadres (44% contre 63% en moyenne), moins souvent en CDI (42% contre 56%), et moins bien payés, selon l'Apec.

Des chiffres contestés par [Louis Vogel](#), président de la CPU, qui les juge trop «pessimistes». L'équation reste cependant compliquée: plus de 20.000 jeunes obtiennent leur diplôme chaque année en master, alors que l'ensemble des métiers du droit rassemblent entre 100.000 et 145.000 personnes selon les chiffres de [l'Insee](#). «Les diplômés doivent donc rechercher des débouchés très au-delà du secteur juridique» conclut la Cour, le secteur étant complètement saturé. Une situation qui expliquerait, selon cette dernière, «qu'à niveau de formation égal, ils ne se voient pas confier des responsabilités de niveau équivalent à celui des diplômés d'autres disciplines».

### **Un secteur complètement saturé**

Ces difficultés ne semblent pas décourager les étudiants. La filière reste l'une des plus populaires de l'université, avec 200.000 inscrits (sur les 1,4 million). Cependant cet engouement est parfois refroidi. Car le droit pâtit d'un très faible taux d'encadrement. Alors que l'on compte en moyenne un professeur pour 30 étudiants dans les autres disciplines, ce ration tombe à 1 pour 55 en droit en 2009, selon un rapport de la [Cour des Comptes](#).

Pas étonnant, quand on sait que les [dépenses par étudiant](#) y sont extrêmement faibles. Si l'on prend l'exemple de l'université Paris 10-Nanterre, la filière droit disposait de 248€ par étudiant en 2010, alors qu'en économie la dépense se s'élevait à 877€ par élève! Même le sport, avec 408€ par étudiant, était mieux doté. L'afflux constant de nouveaux élèves ne fait qu'aggraver la situation. Entre 2004 et 2010, les inscriptions ont progressé de 14%, quand les effectifs globaux des [universités](#) n'augmentaient que de 2%. Etant donné la pénurie de moyens actuelle, le nombre de professeurs a du mal à suivre.

Malgré ces chiffres alarmants, la Cour des comptes voit des raisons d'espérer. Depuis 2007, le taux de réussite en licence de droit aurait progressé de 3 à 9 points. Des résultats attribués à la multiplication des dispositifs d'accompagnements et à l'amélioration de l'orientation des lycéens. Elle recommande donc, entre autres, le renforcement pour la filière du «plan licence», mettant l'accent sur l'encadrement des jeunes.

## Diplômés en droit, sciences politiques · Quels sont les métiers les plus accessibles ?

Deux tiers des jeunes diplômés universitaires en droit ou sciences politiques intègrent la fonction gestion, finance et administration ; principalement dans le domaine juridique, fiscal, mais également en administration, gestion et organisation.

- **Droit, fiscalité**

Le jeune diplômé peut devenir juriste d'entreprise avec éventuellement une spécialisation (droit des affaires, droit économie, droit des contrats, droit de l'urbanisme, ...), fiscaliste, gestionnaire de patrimoine au sein d'un cabinet de conseil ou d'une fédération professionnelle. Il peut occuper des postes de chargé de mission, de chargé de projets européens, d'avocat stagiaire en entreprise, en cabinet, dans les associations et les fédérations professionnelles. Il peut aussi postuler à des emplois de rédacteur (juridique, contentieux), de gestionnaire de sinistres, d'assistant juridique, de chargé d'affaires contentieux ou de chargé de comptes au sein d'une banque ou d'une compagnie d'assurances. Enfin, il peut être amené à travailler dans des services de l'Etat (ministère de la Justice, Inspection du travail, service des impôts, Affaires familiales, Affaires sanitaires et sociales, etc.), par exemple en tant qu'assistant de justice, instructeur des autorisations d'urbanisme, chargé de mission appui juridique, conseiller juridique, ou encore gestionnaire de marchés publics.

### Quelques métiers cadres accessibles aux jeunes diplômés

- [Juriste d'entreprise](#)
- [Fiscaliste](#)
- [Juriste achats](#)
- [Juriste-fiscaliste bancaire](#)

- **Administration, gestion, organisation**

Les métiers liés à la gestion et à l'administration peuvent constituer des débouchés pour des jeunes diplômés en droit et sciences politiques. Ils peuvent occuper des postes d'assistant, d'attaché, d'agent, gestionnaire ou cadre administratif, ou encore de chargé de mission principalement dans l'administration publique (gestionnaire de marchés publics), en collectivité territoriale, mais aussi en entreprise, au sein d'une association.

Ils peuvent également devenir assistant ou secrétaire de direction, au sein d'une direction générale ou d'une direction administrative.

## Quels débouchés après des études de droit ?

Modifié le 28/06/2016 | Publié le 28/06/2010

Si vous aimez le droit mais que vous n'avez pas l'intention de passer le barreau ou l'ENM, sachez que d'autres débouchés existent. Administration, gestion, finances et même commerce et communication, sont autant de secteurs en quête de spécialistes du droit. À condition d'avoir un bac+5. Petit tour d'horizon de vos possibilités !

Vous êtes plutôt publiciste ou privatiste ? **En droit, il existe en effet deux grandes branches de spécialisation : le "droit public" et le "droit privé"**. C'est généralement au moment de la L3 ou du Master que les étudiants doivent choisir de s'orienter vers l'une ou l'autre de ces voies. Un choix qui n'est pas anodin puisqu'il conditionne bien souvent une carrière. Toutefois, peu importe la voie choisie, **la filière Droit-Économie-Gestion est l'une des plus sûres en terme d'insertion professionnelle**. Selon une enquête du ministère de l'éducation nationale sur les étudiants sortants de la génération 2012, 91 % des diplômés de Master Droit-Économie-Gestion s'insèrent dans le monde professionnel dans une période de 30 mois après la fin de leurs études.

### Le droit des affaires fait florès

Pour vérifier des contrats commerciaux, obtenir des conseils sur leur fiscalité, les entreprises font appel à des juristes, spécialistes du droit privé ou droit des affaires. Ainsi **les " privatistes " sont nombreux à être recrutés** par les entreprises des secteurs du commerce, de la banque-assurance, de l'immobilier, de l'industrie, des médias... Sans compter toutes les entreprises qui se lancent sur internet et qui ont besoin de conseils sur ce secteur où les règles sont en constante évolution. Avec un haut niveau d'études (minimum bac+5) et une spécialisation pointue ou une double-compétence, vous augmentez vos chances d'être recruté.

### Administration publique : principal débouché des publicistes

**Environ 60 % des titulaires d'un Master en droit public choisissent d'intégrer... la Fonction publique**. Les administrations centrales et services extérieurs de l'État (impôts, Trésor, intérieur, affaires sociales, Justice) demeurent leurs principaux recruteurs, par le biais des concours, mais des possibilités existent aussi dans les collectivités territoriales. **Plus d'un tiers des emplois concerne des postes de catégorie A, ce qui implique d'avoir un niveau d'études élevés, au minimum un Master**.

D'autres débouchés possibles ?

Il n'est pas rare de voir des diplômés de droit chercher à obtenir une double-compétence, en intégrant un Master 1 ou 2 en IEP, en école de commerce, ou en école de métiers (journalisme, communication, ressources humaines, etc). Appréciés pour leurs connaissances et leurs compétences (capacité d'analyse et de synthèse, rigueur, bonne culture générale), ils peuvent alors envisager des carrières dans le monde de l'entreprise à des postes-clés de management ou de gestion.

Par ailleurs, le monde de l'enseignement leur est ouvert, que ce soit au niveau du secondaire - à condition d'obtenir le concours - ou du supérieur.

# Fiches métiers droit-sciences politiques

1. **Administrateur judiciaire**
2. **Analyste juridique**
3. **Assistant juridique**
4. **Avocat**
5. **Avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation**
6. **Avocat du droit des personnes**
7. **Avocat pénaliste**
8. **Avocats d'affaires**
9. **Clerc d'huissier**
10. **Clerc de notaire**
11. **Conseiller en propriété industrielle**
12. **Détective privé**
13. **Éducateur de la protection judiciaire et de la jeunesse**
14. **Fiscaliste**
15. **Greffier**
16. **Huissier de justice**
17. **Juge au tribunal de grande instance**
18. **Juge aux affaires familiales**
19. **Juge d'application des peines**
20. **Juge d'instruction**
21. **Juge des enfants**
22. **Juriste agricole**
23. **Juriste d'entreprise**
24. **Juriste dans l'immobilier**
25. **Juriste de collectivité territoriale**
26. **Juriste en assurance**
27. **Juriste en propriété intellectuelle**
28. **Juriste spécialisé en cybersécurité**
29. **Mandataire judiciaire**
30. **Médiateur pénal**
31. **Notaire**
32. **Procureur de la République**
33. **Substitut du procureur**
34. **Surveillant de l'administration pénitentiaire**